



DANONE

Rapport financier semestriel

Période close le 30 juin 2014

Sommaire

Sommaire	1
Rapport financier semestriel d'activité	2
1.1 Analyse de l'activité du premier semestre et perspectives 2014	2
Aperçu de l'activité	2
Résultat consolidé	4
<i>Free cash-flow</i> et <i>Free cash-flow</i> hors éléments exceptionnels.....	7
Bilan consolidé	7
Autres informations	8
Perspectives 2014.....	8
Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	11
1.2 Données de la société mère Danone	12
1.3 Principales transactions avec les parties liées	12
Comptes consolidés semestriels résumés	13
2.1 Comptes consolidés	13
Résultat consolidé et résultat par action	13
État du résultat global consolidé	14
Bilan consolidé	15
Tableau des flux de trésorerie consolidés	17
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	18
2.2 Annexes aux comptes consolidés semestriels résumés	20
Note 1.Principes comptables	21
Note 2.Faits marquants	22
Note 3.Changements dans le périmètre de consolidation et dans le pourcentage de détention par le Groupe dans ses filiales	22
Note 4.Comptabilisation des autres opérations avec prise de contrôle réalisées en 2013 et 2014	24
Note 5.Segments opérationnels	24
Note 6.Autres produits et charges opérationnels	26
Note 7.Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	26
Note 8.Résultat des sociétés mises en équivalence.....	26
Note 9.Résultat par action	27
Note 10.Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles.....	27
Note 11.Suivi des Titres mis en équivalence et Autres titres non consolidés.....	28
Note 12.Informations sur les variations des capitaux propres consolidés	29
Note 13.Dettes financières courantes et non courantes et Dette nette	30
Note 14.Dettes financières courantes et non courantes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne	32
Note 15.Impôts	32
Note 16.Autres provisions et passifs non courants et Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	33
Note 17.Informations sur les flux de trésorerie consolidés	33
Note 18. Paiement du dividende 2013 avec option de paiement en actions	35
Note 19. Plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe	35
Note 20.Transactions avec les parties liées.....	36
Note 21.Événements postérieurs à la clôture	36
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	37
Attestation du responsable du rapport financier semestriel	38

Rapport financier semestriel d'activité

Sauf mention contraire :

- toutes les références à la "Société", concernent l'émetteur Danone ;
- toutes les références au "Groupe" ou à "Danone", concernent la Société et ses filiales consolidées ;
- toutes les références à un "Pôle" ou aux "Pôles" concernent l'une ou l'ensemble des activités Produits Laitiers Frais, Eaux, Nutrition Infantile et Nutrition Médicale du Groupe ;
- toutes les références aux "comptes consolidés", concernent les comptes consolidés semestriels résumés pour la période close le 30 juin 2014 ;
- les montants sont exprimés en millions d'euros et arrondis au million le plus proche. De façon générale, les valeurs présentées dans ce rapport financier semestriel d'activité sont arrondies à l'unité la plus proche. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté. Par ailleurs, les ratios et écarts sont calculés à partir des montants sous-jacents et non à partir des montants arrondis.

Le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS, en interne (parmi les indicateurs utilisés par ses principaux décideurs opérationnels) et dans sa communication externe. La définition des indicateurs non définis par les normes IFRS utilisés par le Groupe figure au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS :

- variations en données comparables du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant, de la marge opérationnelle courante, du résultat net courant – Part du Groupe et du résultat net courant – Part du Groupe par action ;
- résultat opérationnel courant ;
- marge opérationnelle courante ;
- résultat net courant – Part du Groupe ;
- bénéfice net courant dilué par action ou résultat net courant – Part du Groupe par action après dilution ;
- *free cash-flow* ;
- *free cash-flow* hors éléments exceptionnels ;
- dette financière nette.

1.1 Analyse de l'activité du premier semestre et perspectives 2014

Aperçu de l'activité

Chiffres clés

Un premier semestre 2014 pénalisé par les fortes bases de comparaison liées à la fausse alerte Fonterra, par l'inflation record du prix du lait et par la faiblesse des devises émergentes :

- Chiffre d'affaires net en croissance de +2,2% en données comparables, et en baisse de -5,3% en données historiques ;
- Marge opérationnelle courante de 11,27%, en baisse de -159 points de base en données comparables ;
- Bénéfice net courant dilué par action de 1,16 euro, en baisse de -11,1% en données comparables et de -21,5% en données historiques ;
- *Free cash-flow* hors éléments exceptionnels de 286 millions d'euros.

La performance est en ligne avec le plan de marche et confirme la solidité des activités du Groupe : les ventes sont stabilisées en Europe, où le Groupe poursuit l'adaptation de son portefeuille et de ses organisations, les marchés émergents maintiennent un niveau de croissance élevé, et les ventes de Nutrition Infantile en Chine progressent.

Objectifs 2014 confirmés

Croissance des ventes comprise entre +4,5% et +5,5% (en données comparables), marge opérationnelle stable, plus ou moins 20 points de base (en données comparables), *free cash-flow* d'environ 1,5 milliard d'euros hors éléments exceptionnels.

	Semestre clos le 30 juin		
(en millions d'euros sauf données par action en euros)	2013	2014	Variation
Chiffre d'affaires net	11 058	10 467	+ 2,2% ^(a)
<i>Free cash-flow</i> hors éléments exceptionnels ^(c)	714	286	(59,9)% ^(b)
Résultat opérationnel courant ^(c)	1 475	1 180	(10,0)% ^(a)
Marge opérationnelle courante ^(c)	13,34%	11,27%	-159 pb ^(a)
Résultat net courant – Part du Groupe ^(c)	873	683	(11,5)% ^(a)
Résultat net courant dilué par action ^(c)	1,48	1,16	(11,1)% ^(a)

(a) En données comparables.

(b) En données historiques.

(c) Voir définition au paragraphe *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*.

Opérations financières et événements importants de la période (rappel des communiqués de presse émis au cours du premier semestre)

- le 8 janvier 2014, Danone annonce sa décision de mettre fin à son contrat actuel avec Fonterra et conditionne la poursuite de sa collaboration à un engagement de totale transparence de la part de son fournisseur. Danone a également décidé de saisir la Haute Cour de Nouvelle-Zélande et de lancer une procédure d'arbitrage à Singapour ;
- le 16 janvier 2014, Danone annonce la mise en œuvre d'un contrat de liquidité ;
- le 12 février 2014, Danone renforce sa participation dans la société Mengniu, *leader* des produits laitiers en Chine ;
- le 28 mai 2014, Danone annonce le résultat de l'option pour le paiement du dividende 2013 en actions ;
- le 11 juin 2014, Danone annonce le projet de fermeture des usines de Casale Cremasco (Italie), de Hagenow (Allemagne) et de Budapest (Hongrie).

Les communiqués de presse complets sont disponibles sur le site <http://finance.danone.fr>.

Résultat consolidé

Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires net consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé a enregistré une baisse de -5,3% à 10 467 millions d'euros au premier semestre 2014. Hors effets de variation de la base de comparaison, dont la variation des taux de change et du périmètre de consolidation, le chiffre d'affaires a progressé de +2,2%. Cette croissance organique se décompose en une baisse des volumes de -3,0% et un effet prix/mix de +5,2%.

Les effets de change de -8,3% traduisent l'impact défavorable de l'évolution de certaines devises, dont le peso argentin, le rouble russe et la roupie indonésienne. Les effets de variation du périmètre de consolidation de +0,8% résultent essentiellement de la consolidation par intégration globale de Centrale Laitière (Maroc) à compter du mois de mars 2013.

Chiffre d'affaires net par Pôle d'activité et par zone géographique

	Semestre clos le 30 juin			
<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2014	Variation en données comparables	Croissance volumes en données comparables
Chiffre d'affaires par Pôle d'activité				
Produits Laitiers Frais	6 023	5 640	3,1%	(5,7)%
Eaux	1 991	2 074	11,2%	6,2%
Nutrition Infantile	2 383	2 071	(8,4)%	(6,4)%
Nutrition Médicale	661	682	6,3%	5,3%
Chiffre d'affaires par zone géographique				
Europe hors CEI	4 160	4 261	0,3%	(1,4)%
CEI & Amérique du Nord ^(a)	2 360	2 330	7,4%	(6,4)%
ALMA ^(b)	4 538	3 876	1,3%	(3,2)%
Total	11 058	10 467	2,2%	(3,0)%

(a) Amérique du Nord = États-Unis et Canada.

(b) *Asia-Pacific / Latin America / Middle-East / Africa* (Asie-Pacifique / Amérique Latine / Moyen-Orient / Afrique).

Le Pôle Produits Laitiers Frais enregistre une croissance de son chiffre d'affaires de +3,1% en données comparables au premier semestre 2014. Cette croissance repose sur une forte croissance en valeur de +8,8%, compensée par un volume en baisse de -5,7%.

Le chiffre d'affaires du Pôle Eaux affiche une excellente performance au premier semestre 2014, avec des ventes en hausse de +11,2% en données comparables par rapport à 2013. La croissance est équilibrée entre une progression des volumes de +6,2% et un effet mix/prix de +5,0%.

Le chiffre d'affaires du Pôle Nutrition Infantile affiche une baisse de -8,4% (-6,4% en volumes) traduisant les fortes bases de comparaison liées à la fausse alerte qualité déclenchée par Fonterra en août 2013.

Le chiffre d'affaires du Pôle Nutrition Médicale affiche une croissance de +6,3% en données comparables au premier semestre 2014, tirée par des volumes en hausse de +5,3%.

Résultat opérationnel courant et marge opérationnelle courante

	Semestre clos le 30 juin		
<i>(en pourcentage)</i>	2013	2014	Variation en données comparables
Marge opérationnelle courante par Pôle d'activité			
Produits Laitiers Frais	9,91%	7,81%	-168 pb
Eaux	13,18%	12,50%	+38 pb
Nutrition Infantile	20,49%	17,42%	-270 pb
Nutrition Médicale	19,31%	17,56%	-92 pb
Marge opérationnelle courante par zone géographique			
Europe hors CEI	14,28%	14,56%	+60 pb
CEI & Amérique du Nord ^(a)	9,36%	7,23%	-121 pb
ALMA ^(b)	14,56%	10,09%	-401 pb
Total	13,34%	11,27%	-159 pb

(a) Amérique du Nord = États-Unis et Canada.

(b) *Asia-Pacific / Latin America / Middle-East / Africa* (Asie-Pacifique / Amérique Latine / Moyen-Orient / Afrique).

Comme attendu, la marge opérationnelle courante de Danone est en forte baisse au premier semestre, déclinant de -159 pb en données comparables pour s'établir à 11,27%. Cette baisse reflète la base de comparaison très élevée du premier semestre 2013, le Groupe ayant par la suite été impacté par la forte hausse des prix du lait et par la fausse alerte Fonterra.

Le semestre a ainsi été pénalisé par la forte inflation des prix du lait observée depuis l'été 2013 dans l'ensemble des marchés, et plus encore en Russie où l'inflation a été particulièrement marquée. Les prix ont toutefois baissé en fin de période dans l'essentiel des géographies. Une partie de cette inflation a pu être compensée par des hausses de prix, notamment dans les pays émergents et plus spécifiquement en Russie.

Les initiatives d'optimisation continue des coûts matières, industriels et logistiques ont continué à générer un niveau élevé de productivités dans l'ensemble du Groupe, en ligne avec les années précédentes. De plus, la mise en œuvre du plan d'économies en Europe se poursuit, délivrant les économies attendues.

Le Groupe a continué à investir dans ses leviers de croissance ; hors la filiale chinoise Dumex, fortement impactée par la fausse alerte Fonterra, le Groupe a réalisé au premier semestre 2014 des dépenses identiques (en données comparables) à l'année précédente sur l'ensemble des coûts de marketing, de ventes et de recherche et développement.

La marge opérationnelle courante du premier semestre a par ailleurs été impactée pour -12 pb par l'évolution défavorable des taux de change, et pour -35 pb par la variation du périmètre de consolidation, du fait notamment de l'intégration des sociétés Centrale Laitière au Maroc, Sirma en Turquie et YoCrunch aux États-Unis.

Autres produits et charges opérationnels

Le solde des Autres produits et charges opérationnels s'établit à -96 millions d'euros, résultant essentiellement de la part des coûts relatifs au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe comptabilisée au premier semestre 2014 (-98 millions d'euros).

Résultat financier

La variation du solde des Autres produits et charges financiers résulte essentiellement d'une base de comparaison très élevée, liée à des éléments non courants enregistrés au premier semestre 2013 : Danone avait réalisé à cette période une plus-value sur la cession de sa participation dans SNI, effectuée dans le cadre de la montée dans le capital de Centrale Laitière.

Taux d'impôt

Le taux d'imposition courant s'établit à 29,6% au premier semestre 2014, très légèrement inférieur au taux attendu pour l'ensemble de l'année.

Résultats des sociétés mises en équivalence

La forte variation du Résultat net des sociétés mises en équivalence résulte principalement d'une base de comparaison très élevée, liée à des éléments non courants enregistrés au premier semestre 2013 : la quote-part de 29,2% détenue historiquement par Danone dans le capital de Centrale Laitière avait alors fait l'objet d'une réévaluation pour un montant de 226 millions d'euros, constatée dans le cadre de la prise de contrôle du Groupe sur cette société.

Résultat net courant – Part du Groupe et résultat net courant dilué – Part du Groupe par action

Le Résultat net courant – Part du Groupe s'établit à 683 millions d'euros au premier semestre, en baisse de -11,5% en données comparables et de -21,9% en données historiques par rapport à 2013. Le passage du résultat net - Part du Groupe au résultat net courant - Part du Groupe est présenté dans le tableau ci-après :

(en millions d'euros sauf pourcentage)	Exercice clos le 31 décembre			Semestre clos le 30 juin			Semestre clos le 30 juin		
	2013			2013			2014		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Résultat opérationnel courant	2 809		2 809	1 475		1 475	1 180		1 180
Autres produits et charges opérationnels		(681)	(681)		(291)	(291)		(96)	(96)
Résultat opérationnel	2 809	(681)	2 128	1 475	(291)	1 184	1 180	(96)	1 084
Coût de l'endettement financier net	(193)		(193)	(86)		(86)	(95)		(95)
Autres produits et charges financiers	(118)	48	(70)	(66)	52	(14)	(61)	(3)	(64)
Résultat avant impôts	2 498	(633)	1 865	1 323	(239)	1 084	1 024	(99)	925
Impôts sur les bénéfices	(750)	146	(604)	(402)	87	(315)	(303)	19	(284)
Taux effectif d'impôt	30,0%		32,4%	30,3%		29,0%	29,6%		30,7%
Résultat des sociétés intégrées	1 748	(487)	1 261	921	(152)	769	721	(80)	641
Résultats des sociétés mises en équivalence	50	239	289	38	238	276	25	1	26
Résultat net	1 798	(248)	1 550	959	86	1 045	746	(79)	666
• Part du Groupe	1 636	(214)	1 422	873	99	972	683	(75)	608
• Part des détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	162	(34)	128	86	(13)	73	63	(5)	59

Le bénéfice net courant dilué par action s'élève à 1,16 euro, en baisse de -11,1% en données comparables et de -21,5% en données historiques par rapport au premier semestre 2013.

Le passage du Résultat net - Part du Groupe par action au Résultat net courant - Part du Groupe par action est présenté dans le tableau ci-après :

(en euros par action sauf nombre d'actions)	Exercice clos le 31 décembre		Semestre clos le 30 juin		Semestre clos le 30 juin	
	2013		2013		2014	
	Courant	Total	Courant	Total	Courant	Total
Résultat net - Part du Groupe	1 636	1 422	873	972	683	608
Nombre d'actions						
• Avant dilution	587 411 533	587 411 533	589 927 117	589 927 117	588 879 463	588 879 463
• Après dilution	588 469 577	588 469 577	592 145 734	592 145 734	589 488 742	589 488 742
Résultat net - Part du Groupe, par action						
• Avant dilution	2,79	2,42	1,48	1,65	1,16	1,03
• Après dilution	2,78	2,42	1,48	1,64	1,16	1,03

Free cash-flow et Free cash-flow hors éléments exceptionnels

Le *free cash-flow* s'établit au premier semestre 2014 à 207 millions d'euros, impacté pour 79 millions d'euros par les dépenses relatives au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe.

Hors éléments exceptionnels, le *free cash-flow* s'élève à 286 millions d'euros, en forte baisse d'environ 60% par rapport au premier semestre 2013. Outre l'impact de la baisse de la marge opérationnelle courante, cette baisse reflète un effet mix très défavorable, sur le besoin en fonds de roulement du Groupe, du niveau d'activité réduit de la filiale chinoise Dumex. Danone a par ailleurs maintenu au premier semestre 2014 un niveau élevé d'investissements industriels, d'un montant de 457 millions d'euros, soit 4,4% du chiffre d'affaires.

Le passage de la Trésorerie provenant de l'exploitation au *free cash-flow* et *free cash-flow* hors éléments exceptionnels est présenté dans le tableau ci-après :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
	2013	2013	2014
Trésorerie provenant de l'exploitation	2 356	1 088	641
Investissements industriels	(1 039)	(454)	(457)
Cessions et réalisations d'actifs industriels	79	20	20
Frais d'acquisitions avec prise de contrôle ^(a)	32	21	3
Compléments de prix d'acquisition avec prise de contrôle ^(b)	-	-	-
Free cash-flow	1 428	675	207
Flux de trésorerie relatifs au plan d'économies et d'adaptation en Europe ^(c)	121	39	79
Free cash-flow hors éléments exceptionnels	1 549	714	286

(a) Correspond aux frais d'acquisition avec prise de contrôle effectivement versés au cours de l'exercice.

(b) Correspond aux compléments de prix d'acquisition versés ultérieurement à une prise de contrôle et au cours de l'exercice.

(c) Montant net d'impôts.

Bilan consolidé

Bilan consolidé simplifié

(en millions d'euros sauf pourcentage)	Au 31 décembre	Au 30 juin
	2013	2014
Actifs non courants	23 078	23 920
Actifs courants	7 850	7 559
Total de l'actif	30 928	31 479
Capitaux propres - Part du Groupe	10 694	11 036
Intérêts ne conférant pas le contrôle	35	33
Dette nette	7 966	8 678
Dette financière nette	4 722	5 580
Ratio d'endettement basé sur dette nette	74%	79%
Ratio d'endettement basé sur dette financière nette	44%	51%

Dettes nette et dette financière nette

La dette nette du Groupe s'établit à 8 678 millions d'euros au 30 juin 2014, incluant les options de vente accordées aux actionnaires minoritaires pour 3 098 millions d'euros. Hors options de vente aux actionnaires minoritaires, la dette financière nette du Groupe a progressé de 858 millions d'euros pour s'établir à 5 580 millions d'euros.

Le passage de la dette nette à la dette financière nette est présenté dans le tableau ci-après :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre	Au 30 juin
	2013	2014
Dettes financières non courantes ^(a)	7 065	6 530
Dettes financières courantes	4 862	5 332
Placements à court terme	(2 862)	(1 857)
Disponibilités	(969)	(1 217)
Instruments dérivés – actifs	(130)	(110)
Dettes nette	7 966	8 678
Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle - non courantes	(477)	(371)
Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle - courantes	(2 767)	(2 727)
Dettes financières exclues de la dette financière nette	(3 244)	(3 098)
Dettes financières nette	4 722	5 580

(a) Y compris Instruments dérivés - passifs.

Autres informations

Dividende

Danone a procédé au premier semestre 2014 au versement d'un dividende de 851 millions d'euros, dont 307 millions en numéraire, et 544 millions en actions DANONE. Le Groupe a par ailleurs finalisé certaines opérations de croissance externe pour un montant total de 704 millions d'euros au premier semestre, incluant la montée dans le capital de la société chinoise de produits laitiers Mengniu, dont Danone détient aujourd'hui environ 10%.

Perspectives 2014

Perspectives financières pour l'exercice 2014

Le Groupe prend pour hypothèse un contexte de consommation comparable à 2013, et marqué par des tendances de consommation atones en Europe, une inflation embarquée significative du prix du lait, et une volatilité toujours forte des devises des pays émergents, qui se traduit par une inflation accrue dans ces pays.

Dans ce contexte, Danone poursuivra les plans d'action initiés en Europe - rénovation de ses gammes de produit et accroissement de sa compétitivité - visant une stabilisation de ses performances dans cette région en fin d'année 2014. Le Groupe s'appuiera par ailleurs sur ses fortes dynamiques hors d'Europe pour poursuivre son développement dans les pays émergents et en Amérique du Nord, et gérer de façon adaptée des tensions inflationnistes croissantes. Enfin, le Groupe s'attachera à reconstruire ses positions dans la Nutrition Infantile en Asie, notamment au travers de lancements ou d'extensions de marques, et privilégiant la solidité à la vitesse.

Du fait de cette reconstruction et des bases de comparaison 2013, les performances 2014 seront très différentes d'un semestre à l'autre, tant en terme de croissance organique du chiffre d'affaires que de marge opérationnelle. Le Groupe visera ainsi le retour à une croissance forte, durable et rentable à partir du second semestre.

Pour l'année 2014, Danone se donne pour objectif :

- une croissance de son chiffre d'affaires comprise entre +4,5% et +5,5% en données comparables (voir définition de cet indicateur au paragraphe *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*),
- une marge opérationnelle stable, plus ou moins 20 points de base en données comparables (voir définition de cet indicateur au paragraphe *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*), représentant la flexibilité dont le Groupe souhaite se doter pour gérer son équation, notamment dans la Nutrition Infantile en Asie,
- un *free cash-flow* d'environ 1,5 milliard d'euros hors éléments exceptionnels (voir définition de cet indicateur au paragraphe *Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS*).

Ces prévisions, perspectives, déclarations et autres informations prospectives, incluses dans le présent Rapport financier semestriel, sont notamment fondées sur les données, hypothèses et estimations développées ci-après et considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les prévisions annoncées se produiront. Par nature, ces données, hypothèses et estimations, ainsi que l'ensemble des éléments pris en compte pour la détermination desdites déclarations et informations prospectives, pourraient ne pas se réaliser, et sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier et concurrentiel du Groupe. De plus, la réalisation de certains risques décrits au paragraphe Principaux risques et incertitudes pourrait avoir un impact sur les activités, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe et sur la réalisation de ses prévisions, perspectives, déclarations et informations prospectives énoncées ci-avant.

Principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions

Les prévisions présentées ci-avant ont été élaborées selon des méthodes comptables conformes à celles suivies par le Groupe pour l'établissement des informations historiques. Elles reposent sur de nombreuses hypothèses, parmi lesquelles :

- les données ont été établies sur la base de taux de change et de taux d'intérêt prévisionnels élaborés au niveau du Groupe ;
- les tendances de consommation constatées actuellement dans les pays importants pour le Groupe se poursuivront tout au long de l'année, sans amélioration ni détérioration significative, avec un risque accru d'inflation dans les pays émergents ;
- la hausse du coût des matières premières se poursuivra ;
- la croissance du chiffre d'affaires du Groupe continuera à être principalement tirée par le développement de ses catégories de produits, en particulier dans les pays émergents et en Amérique du Nord et par une politique de valorisation du mix produit ;
- la politique de recherche de productivité soutenue et la politique tarifaire sélective seront poursuivies en 2014, permettant notamment de répondre à la hausse du coût des matières premières.

Evénements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs à la clôture sont détaillés dans la Note 21 des Annexes aux comptes consolidés.

Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2014 sont ceux détaillés au paragraphe 2.7 *Facteurs de risques* du Document de Référence 2013 et listés ci-après, dont en particulier le contexte économique dégradé en Europe ainsi que la volatilité de certains pays émergents.

Risques opérationnels liés à l'activité du Groupe

- Risques liés à la volatilité des prix et à la disponibilité des matières premières ;
- Risques liés à la concentration de la distribution et à la défaillance d'un client ;
- Risques liés à la concurrence ;
- Risques liés à l'environnement géopolitique ;
- Risques liés à la conjoncture économique dans les pays constituant les principaux marchés du Groupe ;
- Risques liés aux restructurations ;
- Risques liés à l'image et à la réputation du Groupe ;
- Risques liés aux conditions climatiques et à la saisonnalité.

Risques opérationnels propres à l'activité et à l'organisation du Groupe

- Risques liés à la concentration des achats de certains produits et services auprès d'un nombre limité de fournisseurs ;
- Risques liés à la position du Groupe sur certains marchés ;
- Risques liés aux opérations de croissance externe ;
- Risques liés à une évolution défavorable des activités et prévisions d'activité et à son impact sur les tests de dépréciation d'actifs incorporels ;
- Risques liés aux produits ;
- Risques liés aux ressources humaines ;
- Risques liés aux systèmes d'information ;
- Risques de défaillance du contrôle interne ;
- Risques de défaillance de la couverture d'assurance.

Risques juridiques et réglementaires

- Risques liés à la propriété intellectuelle ;
- Risques liés aux réglementations ;
- Risques liés à l'évolution de la réglementation fiscale ;
- Risques liés à l'évolution des normes comptables.

Risques industriels et environnementaux

- Risques industriels ;
- Risques liés aux réglementations environnementales ;
- Risques liés aux choix ou aux préférences ou considérations environnementales des consommateurs ;
- Autres risques environnementaux.

Risques de marché

- Risque de change ;
- Risque de financement et de liquidité ;
- Risque de taux d'intérêt ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque sur titres.

Assurance et couverture de risques

Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Le Groupe communique sur les indicateurs financiers non définis par les normes IFRS suivants :

- variations en données comparables du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant, de la marge opérationnelle courante, du résultat net courant – Part du Groupe et du résultat net courant – Part du Groupe par action ;
- résultat opérationnel courant ;
- marge opérationnelle courante ;
- résultat net courant – Part du Groupe ;
- bénéfice net courant dilué par action ou résultat net courant – Part du Groupe par action après dilution ;
- *free cash-flow* ;
- *free cash-flow* hors éléments exceptionnels ;
- dette financière nette.

Compte tenu du contexte de consommation très dégradé en Europe, Danone s'est fixé un objectif d'économies et d'adaptation de ses organisations afin de regagner de la compétitivité. Le Groupe publie, depuis le premier semestre 2013, un indicateur de *free cash-flow* excluant les flux de trésorerie relatifs aux initiatives qu'il serait amené à mettre en œuvre dans ce cadre.

Les indicateurs financiers non définis par les normes IFRS utilisés par le Groupe sont calculés de la façon suivante :

Les variations en données comparables du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant, de la marge opérationnelle courante, du résultat net courant – Part du Groupe et du résultat net courant – Part du Groupe par action excluent essentiellement l'impact (i) des variations de taux de change en calculant les indicateurs de l'exercice considéré et ceux de l'exercice précédent sur la base de taux de change identiques (le taux de change utilisé est un taux annuel prévisionnel déterminé par le Groupe pour l'exercice considéré et appliqué aux deux exercices), (ii) des variations de périmètre en calculant les indicateurs de l'exercice considéré sur la base du périmètre de consolidation de l'exercice précédent, et (iii) des changements dans les principes comptables applicables.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des Autres produits et charges opérationnels. En application de la recommandation 2009-R.03 du CNC "relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel comptable international", les Autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité courante du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées, les dépréciations d'écarts d'acquisition, des coûts significatifs relatifs à des opérations de restructuration stratégiques et de croissance externe majeures ainsi que les coûts (encourus ou estimés) liés à des crises et litiges majeurs. Par ailleurs, dans le cadre des normes IFRS 3 Révisée et IAS 27 Révisée, le Groupe présente également dans la rubrique des Autres produits et charges opérationnels (i) les frais d'acquisitions des sociétés dont le Groupe prend le contrôle, (ii) les écarts de réévaluation comptabilisés suite à une perte de contrôle, et (iii) les variations des compléments de prix d'acquisition ultérieures à une prise de contrôle.

La marge opérationnelle courante correspond au ratio résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires net.

Le résultat net courant – Part du Groupe mesure la performance récurrente de l'entreprise et exclut les éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance courante du Groupe. Les éléments non courants incluent principalement les Autres produits et charges opérationnels, les plus ou moins-values de cession et les dépréciations de participations consolidées par mise en équivalence ou non consolidées ainsi que les produits et charges d'impôts relatifs aux éléments non courants. Ces éléments exclus du Résultat net courant – Part du Groupe représentent le Résultat net non courant – Part du Groupe.

Le bénéfice net courant dilué par action ou résultat net courant - Part du Groupe par action après dilution correspond au ratio résultat net courant – Part du Groupe sur nombre d'actions dilué.

Le free cash-flow représente le solde de la trésorerie provenant de l'exploitation après prise en compte des investissements industriels nets de cession et, dans le cadre de la norme IFRS 3 Révisée, avant prise en compte (i) des frais d'acquisitions des sociétés dont le Groupe prend le contrôle, et (ii) des flux de trésorerie liés aux compléments de prix relatifs à des prises de contrôle.

Le free cash-flow hors éléments exceptionnels correspond au *free cash-flow* avant prise en compte des flux de trésorerie relatifs aux initiatives que le Groupe pourrait être amené à mettre en œuvre dans le cadre du plan d'économies et d'adaptation de ses organisations en Europe.

La dette financière nette représente la part de dette nette portant intérêt. Elle est calculée sur la base des dettes financières courantes et non courantes, après exclusion des Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle, et nette des Disponibilités, des Placements à court terme et des Instruments dérivés – actifs.

1.2 Données de la société mère Danone

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires et le résultat courant avant impôt de la société mère Danone se sont élevés respectivement à 228 millions d'euros et 493 millions d'euros (respectivement 311 millions d'euros et 694 millions d'euros au premier semestre 2013).

1.3 Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la Note 20 des Annexes aux comptes consolidés.

Comptes consolidés semestriels résumés

Les comptes consolidés semestriels résumés de Danone et de ses filiales ("le Groupe") au titre de la période close le 30 juin 2014 (les "comptes consolidés") ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Danone du 24 juillet 2014.

Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en millions d'euros et arrondis au million le plus proche. De façon générale, les valeurs présentées dans les comptes consolidés et Annexes aux comptes consolidés sont arrondies à l'unité la plus proche. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté. Par ailleurs, les ratios et écarts sont calculés à partir des montants sous-jacents et non à partir des montants arrondis.

2.1 Comptes consolidés

Résultat consolidé et résultat par action

		Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
<i>(en millions d'euros sauf résultat par action en euros)</i>	Notes	2013	2013	2014
Chiffre d'affaires net		21 298	11 058	10 467
Coût des produits vendus		(10 977)	(5 614)	(5 561)
Frais sur ventes		(5 425)	(2 882)	(2 632)
Frais généraux		(1 707)	(873)	(847)
Frais de recherche et de développement		(275)	(139)	(133)
Autres produits et charges		(105)	(75)	(114)
Résultat opérationnel courant		2 809	1 475	1 180
Autres produits et charges opérationnels	6	(681)	(291)	(96)
Résultat opérationnel		2 128	1 184	1 084
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		76	38	38
Coût de l'endettement financier brut		(269)	(124)	(133)
Coût de l'endettement financier net	7	(193)	(86)	(95)
Autres produits et charges financiers	7	(70)	(14)	(64)
Résultat avant impôts		1 865	1 084	925
Impôts sur les bénéfices		(604)	(315)	(284)
Résultat des sociétés intégrées		1 261	769	641
Résultats des sociétés mises en équivalence	8	289	276	26
Résultat net		1 550	1 045	666
Intérêts ne conférant pas le contrôle		(128)	(73)	(59)
Résultat net Part du Groupe		1 422	972	608
Résultat net Part du Groupe par action	9	2,42	1,65	1,03
Résultat net Part du Groupe par action dilué	9	2,42	1,64	1,03

État du résultat global consolidé

		Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
(en millions d'euros)	Notes	2013	2013	2014
Résultat net		1 550	1 045	666
Écarts de conversion, nets d'impôts		(1 464)	(548)	73
Écarts actuariels sur engagements de retraites		15	7	(56)
Effets d'impôts		(4)	(3)	19
Écarts actuariels sur engagements de retraites non recyclables en résultat, nets d'impôts		11	4	(36)
Gains et pertes relatifs aux instruments dérivés de couverture		89	58	(54)
Effets d'impôts		(31)	(16)	18
Gains et pertes relatifs aux instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		58	42	(35)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		119	34	(83)
Montant recyclé en résultat sur l'exercice en cours		(52)	(52)	-
Effets d'impôts		(3)	(5)	2
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente, nets d'impôts		64	(23)	(81)
Autres gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres		-	-	-
Effets d'impôts		-	-	-
Autres gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres, nets d'impôts		-	-	-
Gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres ^(a)	12	(1 331)	(525)	(81)
Résultat global		219	520	586
Intérêts ne conférant pas le contrôle		(83)	(53)	(48)
Résultat global - Part du Groupe		136	467	538

(a) Dont (44) millions d'euros recyclables en résultat au semestre clos le 30 juin 2014 ((529) millions d'euros au 30 juin 2013 et (1 342) millions d'euros sur l'exercice 2013).

Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	Au 31 décembre	Au 30 juin
		2013	2014
Actif			
<i>Goodwill</i>		11 474	11 580
Marques		4 501	4 559
Autres immobilisations incorporelles		333	351
Immobilisations incorporelles	10	16 308	16 490
Immobilisations corporelles		4 334	4 411
Titres mis en équivalence	11	1 033	1 855
Autres titres non consolidés	11	313	62
Autres immobilisations financières et prêts à plus d'un an		251	248
Instruments dérivés – actifs		130	110
Impôts différés		709	744
Actifs non courants		23 078	23 920
Stocks		1 252	1 404
Clients et comptes rattachés		1 809	2 180
Autres comptes débiteurs		916	864
Prêts à moins d'un an		23	18
Placements à court terme		2 862	1 857
Disponibilités		969	1 217
Actifs détenus en vue de leur cession		19	18
Actifs courants		7 850	7 559
Total de l'actif		30 928	31 479

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	Au 31 décembre 2013	Au 30 juin 2014
Passif et capitaux propres			
Capital		158	161
Primes		2 930	3 505
Bénéfices accumulés		11 153	10 979
Écarts de conversion		(1 553)	(1 471)
Autres résultats enregistrés directement en capitaux propres		(123)	(276)
Actions propres et calls DANONE ^(a)		(1 871)	(1 861)
Capitaux propres - Part du Groupe	12	10 694	11 036
Intérêts ne conférant pas le contrôle		35	33
Capitaux propres	12	10 729	11 069
Financements		6 576	6 157
Instruments dérivés - passifs		12	2
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle		477	371
Dettes financières non courantes	13	7 065	6 530
Provisions pour retraites et autres avantages à long terme		584	652
Impôts différés		1 265	1 289
Autres provisions et passifs non courants	16	678	715
Passifs non courants		9 592	9 186
Financements		2 095	2 604
Instruments dérivés - passifs		-	1
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle		2 767	2 727
Dettes financières courantes	13	4 862	5 332
Fournisseurs et comptes rattachés		3 248	3 497
Autres passifs courants		2 497	2 394
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur cession		-	-
Passifs courants		10 607	11 224
Total du passif et des capitaux propres		30 928	31 479

(a) Options d'achat DANONE acquises par la Société.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre		Semestre clos le 30 juin	
	Notes	2013	2013	2014
Résultat net		1 550	1 045	666
Résultat des sociétés mises en équivalence		(289)	(276)	(26)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		27	11	5
Dotations aux amortissements		710	345	340
Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie	17	169	163	116
Autres ressources (emplois) ayant un impact sur la trésorerie		(35)	(75)	(88)
Marge brute d'autofinancement		2 132	1 213	1 014
Variation des stocks		(231)	(244)	(159)
Variation des créances clients		(15)	(359)	(374)
Variation des dettes fournisseurs		392	431	272
Variation des autres comptes débiteurs et créditeurs		78	47	(114)
Variation des éléments du besoin en fonds de roulement		224	(125)	(374)
Trésorerie provenant de l'exploitation	17	2 356	1 088	641
Investissements industriels ^(a)		(1 039)	(454)	(457)
Cessions d'actifs industriels ^(a)		79	20	20
Acquisitions d'actifs financiers nettes de la trésorerie acquise		(1 246)	(937)	(633)
Cessions d'actifs financiers ^(b)		69	92	(8)
Variation nette des prêts et des autres immobilisations financières		(19)	(22)	(10)
Trésorerie provenant des opérations d'investissement/désinvestissement	17	(2 156)	(1 301)	(1 088)
Augmentation du capital et des primes		37	37	33
Acquisition d'actions propres (nettes de cession) et calls DANONE ^(c)	12	(793)	(799)	11
Dividendes versés aux actionnaires de Danone	12	(848)	(848)	(307)
Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	17	(213)	(179)	(124)
Flux nets d'instruments dérivés ^(d)	13	54	18	(5)
Financements obligataires émis au cours de l'exercice	13	2 900	1 921	150
Financements obligataires remboursés au cours de l'exercice	13	(193)	(193)	(618)
Variation nette des autres dettes financières courantes et non courantes		(111)	-	531
Variation des placements à court terme		(1 176)	199	1 018
Trésorerie affectée aux opérations de financement	17	(343)	156	691
Incidence des variations de taux de change		(157)	(38)	5
Variation globale de la trésorerie		(300)	(95)	248
Disponibilités au 1^{er} janvier		1 269	1 269	969
Disponibilités au 30 juin / 31 décembre		969	1 174	1 217
Informations complémentaires				
Flux de trésorerie liés au paiement				
• d'intérêts financiers nets		178	110	133

(a) Concernent des actifs corporels et incorporels opérationnels.

(b) Y compris endettement net à la date de cession des sociétés cédées.

(c) Options d'achats d'actions DANONE acquises par la Société.

(d) Sur dette nette.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Notes	Nombre d'actions		Capitaux propres (en millions d'euros)								
	Composant le capital	En circulation	Capital	Primes	Bénéfices accumulés	Écarts de conversion	Autres résultats enregistrés en capitaux propres	Actions propres	Part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Au 1 ^{er} janvier 2013	643 162 000	593 330 766	161	3 487	10 926	(136)	(254)	(1 993)	12 191	63	12 254
Résultat net, gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres					972	(528)	23		467	53	520
Augmentation de capital	12	918 000		37					37		37
Réduction de capital	12	(8 800 000)	(2)	(397)				399	-		-
Variation des actions propres et des calls DANONE ^(a)	12	(8 155 671)						(479)	(479)		(479)
Contrepartie des charges relatives aux actions sous conditions de performance et aux <i>stock-options</i> ^(b)					11				11		11
Dividendes versés aux actionnaires de Danone	12				(850)				(850)	2	(848)
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	12				(241)				(241)	(104)	(345)
Autres éléments					(4)				(4)		(4)
Au 30 juin 2013	635 280 000	586 093 095	159	3 127	10 814	(664)	(231)	(2 073)	11 132	14	11 146

(a) Options d'achat DANONE acquises par la Société.

(b) Actions sous conditions de performance et *stock-options* attribuées à certains salariés et aux mandataires sociaux.

Comptes consolidés semestriels résumés

2.1 Comptes consolidés

Notes	Nombre d'actions		Capitaux propres (en millions d'euros)								
	Composant le capital	En circulation	Capital	Primes	Bénéfices accumulés	Écarts de conversion	Autres résultats enregistrés en capitaux propres	Actions propres	Part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Au 1^{er} janvier 2014	631 028 000	586 419 586	158	2 930	11 153	(1 553)	(123)	(1 871)	10 694	35	10 729
Résultat net, gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres					608	83	(153)		538	48	586
Augmentation de capital	12 12 764 000	12 764 000	3	575					578		578
Réduction de capital	12										
Variation des actions propres et des calls DANONE ^(a)	12	453 619						10	10		10
Contrepartie des charges relatives aux actions sous conditions de performance et aux <i>stock-options</i> ^(b)					8				8		8
Dividendes versés aux actionnaires de Danone ^(c)	12				(851)				(851)		(851)
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	12				73				73	(51)	22
Autres éléments					(11)				(11)		(11)
Au 30 juin 2014	643 792 000	599 637 205	161	3 505	10 979	(1 471)	(276)	(1 861)	11 036	33	11 069

(a) Options d'achat DANONE acquises par la Société.

(b) Actions sous conditions de performance et *stock-options* attribuées à certains salariés et aux mandataires sociaux.

(c) Le dividende distribué par Danone au titre de l'exercice précédent d'un montant total de 851 millions d'euros a été versé en numéraire pour 307 millions d'euros et en actions nouvelles pour 544 millions d'euros.

2.2 Annexes aux comptes consolidés semestriels résumés

Généralités : principes comptables, faits marquants, changements dans le périmètre de consolidation, segments opérationnels

- Note 1. Principes comptables
- Note 2. Faits marquants
- Note 3. Changements dans le périmètre de consolidation et dans le pourcentage de détention par le Groupe dans ses filiales
- Note 4. Comptabilisation des autres opérations avec prise de contrôle réalisées en 2013 et 2014
- Note 5. Segments opérationnels

Eléments du compte de résultat consolidé

- Note 6. Autres produits et charges opérationnels
- Note 7. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers
- Note 8. Résultat des sociétés mises en équivalence
- Note 9. Résultat par action

Eléments de l'actif consolidé

- Note 10. Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles
- Note 11. Suivi des Titres mis en équivalence et Autres titres non consolidés

Eléments du passif et des capitaux propres consolidés

- Note 12. Informations sur les variations des capitaux propres consolidés
- Note 13. Dettes financières courantes et non courantes et Dette nette
- Note 14. Dettes financières courantes et non courantes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne

Autres informations

- Note 15. Impôts
- Note 16. Autres provisions et passifs non courants et Procédures judiciaires et d'arbitrage
- Note 17. Informations sur les flux de trésorerie consolidés
- Note 18. Paiement du dividende 2013 avec option de paiement en actions
- Note 19. Plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe
- Note 20. Transactions avec les parties liées
- Note 21. Événements postérieurs à la clôture

Note 1. Principes comptables

Les comptes consolidés résumés du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel "IFRS" (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne, qui est disponible sur le site Internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Les normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces comptes consolidés sont également conformes au référentiel IFRS tel qu'édicté par l'IASB (*International Accounting Standards Board*).

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2014 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire. Cette norme prévoit que, s'agissant de comptes résumés, ceux-ci n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels. Ces comptes résumés doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013. L'activité du Groupe au semestre clos le 30 juin 2014 ne présente pas de caractère saisonnier significatif.

Les principes comptables retenus pour la préparation de ces comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 (Voir Note 1 de l'Annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013), à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables pour la première fois au 1^{er} janvier 2014.

Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014

- IFRS 10, *États financiers consolidés* ;
- IFRS 11, *Partenariats* ;
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres sociétés* ;
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 relatifs aux entités d'investissement ;
- IAS 27 Révisée, *États financiers individuels* ;
- IAS 28 Révisée, *Participations dans des entreprises associées* ;
- Amendement à IAS 32 relatif à la compensation des actifs et des passifs financiers ;
- Amendement à IAS 36 relatif aux informations à fournir relatives à la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- Amendement à IAS 39 relatif à la Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture.

Les normes, amendements et interprétations appliqués depuis le 1^{er} janvier 2014 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014.

Normes, amendements et interprétations d'application non obligatoire au 1^{er} janvier 2014 mais pouvant être anticipée

- IFRIC 21, *Droits ou taxes*.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation cette interprétation dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014 et estime qu'elle ne devrait pas avoir un impact significatif sur ses résultats et sa situation financière.

Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et pouvant être anticipés au 1^{er} janvier 2014, mais non encore adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 9, *Instruments financiers* ;
- IFRS 15, *Produits provenant des contrats avec les clients* ;
- Amendements à IAS 16 relatif aux Immobilisations corporelles ;
- Amendement à IAS 38 relatif aux Immobilisations incorporelles.

L'impact de ces normes sur les résultats et la situation financière du Groupe est en cours d'évaluation.

Autres normes

Le Groupe reste attentif aux caractéristiques économiques qui pourraient, d'ici le 31 décembre 2014, classer l'Argentine en économie hyper inflationniste et rendrait ainsi applicable IAS 29, *Information financière dans les économies hyper inflationnistes*. Cette norme requiert que les bilans et les résultats nets des filiales concernées soient (i) réévalués pour tenir compte des changements du pouvoir d'achat des monnaies locales et en utilisant des indices d'inflation officiels ayant cours à la clôture, et (ii) convertis en euros au cours de change en vigueur à la clôture.

Autres travaux de l'IASB et de l'IFRIC

Le Groupe reste attentif aux travaux de l'IASB et de l'IFRIC qui pourraient conduire à une révision du traitement des options de vente accordées à des détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle. Le projet d'interprétation publié par l'IFRIC le 31 mai 2012 précise que toutes les variations dans l'évaluation du passif financier, au titre d'options de vente consenties aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle, doivent être comptabilisées en résultat, en cohérence avec IAS 39 et IFRS 9. Le Groupe, en l'absence de prescriptions précises des IFRS, applique les recommandations de l'AMF émises en novembre 2009 : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en capitaux propres, en diminution des Bénéfices accumulés – Part du Groupe.

Note 2. Faits marquants

Les faits marquants figurent dans les principaux communiqués de presse émis par le Groupe au cours du premier semestre 2014.

- le 8 janvier 2014, Danone annonce sa décision de mettre fin à son contrat actuel avec Fonterra et conditionne la poursuite de sa collaboration à un engagement de totale transparence de la part de son fournisseur. Danone a également décidé de saisir la Haute Cour de Nouvelle-Zélande et de lancer une procédure d'arbitrage à Singapour (voir Note 16 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- le 16 janvier 2014, Danone annonce la mise en œuvre d'un contrat de liquidité ;
- le 12 février 2014, Danone renforce sa participation dans la société Mengniu, *leader* des produits laitiers en Chine (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- le 28 mai 2014, Danone annonce le résultat de l'option pour le paiement du dividende 2013 en actions (voir Note 18 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- le 11 juin 2014, Danone annonce le projet de fermeture des usines de Casale Cremasco (Italie), de Hagenow (Allemagne) et de Budapest (Hongrie) (voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés).

Les communiqués de presse complets sont disponibles sur le site <http://finance.danone.fr>.

Note 3. Changements dans le périmètre de consolidation et dans le pourcentage de détention par le Groupe dans ses filiales

Acquisitions

Acquisitions avec prise de contrôle

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe n'a procédé à aucune acquisition significative avec prise de contrôle.

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe avait procédé aux principales acquisitions avec prise de contrôle suivantes :

- acquisition, le 20 février 2013, d'une participation complémentaire dans la Centrale Laitière, portant ainsi le pourcentage de détention du Groupe de 29,2 % à 67,0 % (Produits Laitiers Frais – Maroc) ;
- acquisition, le 13 juin 2013, d'une participation de 50,1 % dans la société Sirma (Eaux – Turquie) ;
- acquisition, le 27 juin 2013, d'une participation de 91,9 % dans la société Happy Family (Nutrition Infantile – États-Unis).

Autres acquisitions

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe a procédé aux principales acquisitions sans prise de contrôle suivantes :

- renforcement de la participation du Groupe dans la société Mengniu (Produits Laitiers Frais – Chine, voir ci-après) ;
- rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans plusieurs de ses filiales (voir Note 17 des Annexes aux comptes consolidés).

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe avait procédé au rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans plusieurs de ses filiales, la principale opération concernait Danone Espagne (Produits Laitiers Frais – Espagne) avec le rachat d'une participation complémentaire de 10,0 % portant le taux de détention du Groupe dans la société à 75,6 % au 30 juin 2013.

Cessions

Cessions partielles avec perte de contrôle

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe n'a procédé à aucune opération significative de cession partielle avec perte de contrôle.

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe n'avait procédé à aucune opération significative de cession partielle avec perte de contrôle.

Autres cessions

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe n'a procédé à aucune autre cession.

Au cours du premier semestre 2013, dans le cadre de sa prise de contrôle de la société Centrale Laitière, le Groupe avait procédé à la cession de l'intégralité de sa participation de 2,61 % dans la société SNI.

Renforcement de la participation du Groupe dans la société Mengniu

Description de l'opération

Le 20 mai 2013, Danone a annoncé la signature d'accords avec COFCO et Mengniu (Produits Laitiers Frais – Chine, la société étant cotée à Hong-Kong) pour unir leurs forces pour accélérer le développement des produits laitiers frais en Chine. Les principales caractéristiques de ces accords sont les suivantes :

- aux termes de l'accord avec COFCO, Danone devient un actionnaire stratégique de Mengniu détenant indirectement dans un premier temps environ 4 % du capital de cette société, avec pour objectif d'augmenter cette participation en fonction des futures conditions de marché ;
- un accord cadre a été signé avec Mengniu dans le but d'établir une *joint-venture* pour la production et la vente de produits laitiers frais en Chine. Cette dernière mettra en commun les actifs respectifs des deux sociétés et totalisera un chiffre d'affaires pro forma 2012 de l'ordre de 500 millions d'euros avec une part de marché estimée à 21 %. Elle sera détenue à 20 % par Danone et 80 % par Mengniu ;

Ces accords sont mis en œuvre progressivement en 2013 et 2014 :

- concernant la *joint-venture* de production et commercialisation de produits laitiers frais en Chine, l'accord des autorités *anti-trust* chinoises obtenu le 8 janvier 2014 a permis de lancer la création de la *joint-venture* avec le rapprochement opérationnel des activités et l'apports des actifs à la *joint-venture* ;
- le 12 février 2014, Danone a annoncé avoir signé conjointement avec COFCO Dairy Investments un accord pour souscrire à une augmentation de capital réservée de la société Mengniu. Cette transaction d'un montant de 486 millions d'euros réalisée le 27 mars 2014, a fait porter de 4,0 % à 9,9 % la participation de Danone dans le groupe Mengniu ;
- en parallèle, COFCO, Danone et Arla, les trois actionnaires de référence de Mengniu, ont regroupé leurs participations respectives (soit 16,3 %, 9,9 % et 5,3 %) dans une société commune, COFCO Dairy Investments, permettant le regroupement d'intérêts dans la gouvernance de Mengniu et devenant l'actionnaire majoritaire du groupe avec une détention de près de 32 %.

A l'issue de ces étapes, Danone est le deuxième actionnaire de référence du groupe Mengniu après COFCO, avec une participation indirecte de 9,9 % via sa participation de 31 % dans la société COFCO Dairy Investments.

Comptabilisation de l'opération

Au 31 décembre 2013, les 4 % des titres de Mengniu détenus indirectement étaient comptabilisés en Autres titres non consolidés et qualifiés d'actifs disponibles à la vente au sens d'IAS 39 (voir Note 11 des Annexes aux comptes consolidés).

Cette participation est comptabilisée en Titres mis en équivalence depuis le 1er janvier 2014 (voir Note 11 des Annexes aux comptes consolidés). En effet, compte tenu des éléments ci-avant et notamment l'accord des autorités anti-trust chinoises sur la création de la *joint-venture* qui entérinent l'opération, le Groupe estime qu'il dispose d'une influence notable sur les politiques opérationnelles et financières du groupe Mengniu du fait (i) de son rôle d'actionnaire stratégique du groupe Mengniu prévue dans les accords avec COFCO, (ii) de sa participation à la gouvernance du groupe Mengniu, et (iii) de son engagement opérationnel dans les activités produits laitiers frais du groupe Mengniu suite à leur rapprochement avec celles de Danone Dairy China mis en œuvre dans le cadre de ces accords.

Le Groupe a pris l'option de mettre en équivalence cette participation acquise en 2013 à son coût d'acquisition historique et non à sa valeur de marché à date de prise d'influence.

Note 4. Comptabilisation des autres opérations avec prise de contrôle réalisées en 2013 et 2014

Opérations réalisées au cours du premier semestre 2014

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe n'a procédé à aucune acquisition significative avec prise de contrôle.

Finalisation de la comptabilisation d'acquisition des opérations réalisées au cours du premier semestre 2013

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe a procédé à la finalisation de la comptabilisation d'acquisition des sociétés acquises au cours de du premier semestre 2013. Cela n'a donné lieu à aucun ajustement significatif de l'allocation du prix d'acquisition dans les comptes consolidés du semestre clos le 30 juin 2014 par rapport aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Note 5. Segments opérationnels

Les indicateurs clés revus et utilisés en interne par les principaux décideurs opérationnels (le Président Directeur Général, Monsieur Franck RIBOUD, les deux Directeurs Généraux Délégués, Messieurs Bernard HOURS et Emmanuel FABER, et le Directeur Général Finances, Monsieur Pierre-André TERISSE) pour évaluer la performance des opérationnels sont :

- le Chiffre d'affaires net ;
- le Résultat opérationnel courant ;
- la Marge opérationnelle courante, qui correspond au ratio Résultat opérationnel courant sur Chiffre d'affaires net ;
- le *Free cash-flow*, qui représente le solde de la trésorerie provenant de l'exploitation après prise en compte des investissements industriels nets de cession et, dans le cadre de la norme IFRS 3 Révisée, avant prise en compte (i) des frais d'acquisitions des sociétés dont le Groupe prend le contrôle et (ii) des flux de trésorerie liés aux compléments de prix relatifs à des prises de contrôle ;
- le *Free cash-flow* hors éléments exceptionnels, indicateur publié par le Groupe depuis le premier semestre 2013, dans le cadre de son plan d'économies et d'adaptation de ses organisations en Europe correspondant au *free cash-flow* excluant les flux de trésorerie relatifs aux initiatives qu'il pourrait mettre en œuvre dans le cadre de ce plan ;
- la Dette financière nette qui représente la part de dette nette portant intérêt. Elle est calculée sur la base des Dettes financières courantes et non courantes, après exclusion des Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle, et nette des Placements à court terme, Disponibilités et des Instruments dérivés – actifs.

Parmi les indicateurs clés revus et utilisés en interne par les principaux décideurs opérationnels, seuls le Chiffre d'affaires net, le Résultat opérationnel courant et la Marge opérationnelle courante font l'objet d'un suivi par Pôle d'activité, les autres indicateurs faisant l'objet d'un suivi au niveau du Groupe.

Informations par Pôle d'activité

Le Chiffre d'affaires net, le Résultat opérationnel courant et la Marge opérationnelle courante sont suivis selon les quatre Pôles d'activité du Groupe : Produits Laitiers Frais, Eaux, Nutrition Infantile et Nutrition Médicale.

<i>(en millions d'euros sauf pourcentage)</i>	Semestre clos le 30 juin					
	Chiffre d'affaires net ^(a)		Résultat opérationnel courant		Marge opérationnelle courante	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Produits Laitiers Frais	6 023	5 640	597	440	9,9%	7,8%
Eaux	1 991	2 074	262	259	13,2%	12,5%
Nutrition Infantile	2 383	2 071	488	361	20,5%	17,4%
Nutrition Médicale	661	682	128	120	19,3%	17,6%
Total Groupe	11 058	10 467	1 475	1 180	13,3%	11,3%

(a) Chiffre d'affaires net hors Groupe.

Informations par zone géographique

Le Chiffre d'affaires net, le Résultat opérationnel courant et la Marge opérationnelle courante sont également suivis selon un découpage par zone géographique :

<i>(en millions d'euros sauf pourcentage)</i>	Semestre clos le 30 juin					
	Chiffre d'affaires net ^{(a) (b)}		Résultat opérationnel courant		Marge opérationnelle courante	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Europe hors CEI ^(b)	4 160	4 261	594	620	14,3%	14,6%
CEI & Amérique du Nord ^(c)	2 360	2 330	221	169	9,4%	7,2%
ALMA ^(d)	4 538	3 876	660	391	14,6%	10,1%
Total Groupe	11 058	10 467	1 475	1 180	13,3%	11,3%

(a) Chiffre d'affaires net hors Groupe.

(b) Dont 1 125 millions d'euros réalisés en France au cours du premier semestre 2014 (1 049 millions d'euros au cours du premier semestre 2013).

(c) Amérique du Nord = États-Unis et Canada.

(d) *Asia-Pacific / Latin America / Middle-East / Africa* (Asie-Pacifique / Amérique Latine / Moyen-Orient / Afrique).

Les actifs non courants présentés ci-après sont les Immobilisations corporelles et incorporelles :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre	Au 30 juin
	Immobilisations corporelles et incorporelles	
	2013	2014
Europe hors CEI ^(a)	10 268	10 378
CEI & Amérique du Nord ^(b)	3 341	3 321
ALMA ^(c)	7 033	7 202
Total Groupe	20 642	20 901

(a) Dont 1 801 millions d'euros en France au 30 juin 2014 (1 783 millions d'euros au 31 décembre 2013).

(b) Amérique du Nord = États-Unis et Canada.

(c) *Asia-Pacific / Latin America / Middle-East / Africa* (Asie-Pacifique / Amérique Latine / Moyen-Orient / Afrique).

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

Au premier semestre 2014, les Autres produits et charges opérationnels de (96) millions d'euros correspondent essentiellement aux charges relatives au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe (voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés).

Au premier semestre 2013, les Autres produits et charges opérationnels représentaient une charge de (291) millions d'euros, correspondant notamment (i) aux coûts relatifs au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe, (ii) aux frais relatifs aux acquisitions avec prise de contrôle réalisées au cours du premier semestre 2013, et (iii) aux charges d'intégration d'Unimilk (Produits Laitiers Frais – Russie et Ukraine principalement) dans le cadre de l'enveloppe définie au moment de l'acquisition.

Note 7. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Au premier semestre 2014, le résultat financier s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2013	2014
Produits financiers sur disponibilités et placements à court terme	38	38
Charges financières sur dette financière	(124)	(133)
Coût de l'endettement financier net	(86)	(95)
Autres produits financiers	53	3
Autres charges financières	(67)	(67)
Autres produits et charges financiers	(14)	(64)
Résultat financier	(100)	(159)

La variation de (50) millions d'euros du solde des Autres produits et charges financiers résulte essentiellement d'une base de comparaison très élevée, liée à des éléments exceptionnels enregistrés au cours du premier semestre 2013 : Danone avait réalisé à cette période une plus-value sur la cession de sa participation dans SNI, effectuée dans le cadre de la montée dans le capital de Centrale Laitière (Produits Laitiers Frais – Maroc).

Note 8. Résultat des sociétés mises en équivalence

Le Résultat des sociétés mises en équivalence du semestre clos le 30 juin 2014 représente un produit de 26 millions d'euros (produit de 276 millions d'euros au semestre clos le 30 juin 2013) et s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2013	2014
Quote-part du Groupe dans le résultat net avant résultat de cession et perte de valeur	36	36
Perte de valeur	–	–
Résultats de cession et de réévaluation ^(a) et autres	240	(10)
Total	276	26

(a) En 2013, correspond principalement au produit de réévaluation de 226 millions d'euros constaté dans le cadre de la prise de contrôle de la Centrale Laitière (Produits Laitiers Frais – Maroc).

Note 9. Résultat par action

Le Résultat net Part du Groupe par action non dilué et le Résultat net – Part du Groupe par action dilué s'analysent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre		Semestre clos le 30 juin
(en euros par action sauf nombre d'actions)	2013	2013	2014
Résultat net - Part du Groupe	1 422	972	608
Nombre d'actions			
• Avant dilution	587 411 533	589 927 117	588 879 463
Actions sous conditions de performance et <i>stock-options</i>	1 058 044	2 218 617	609 279
• Après dilution	588 469 577	592 145 734	589 488 742
Résultat net - Part du Groupe, par action			
• Avant dilution	2,42	1,65	1,03
• Après dilution	2,42	1,64	1,03

Les actions sous conditions de performance et *stock-options*, non dilutives au 30 juin 2014 pourraient devenir dilutives notamment en fonction de l'évolution du cours de l'action DANONE.

Note 10. Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2014, les immobilisations incorporelles s'élèvent à 16 490 millions d'euros (16 308 millions d'euros au 31 décembre 2013), dont 11 580 millions d'euros de *Goodwill*, 4 559 millions d'euros de Marques et 351 millions d'euros d'Autres immobilisations incorporelles.

La valeur nette comptable des *goodwill* et marques à durée de vie indéfinie fait l'objet d'une revue au minimum une fois par an et lorsque des événements et circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable de ces immobilisations incorporelles devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable des UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) ou groupes d'UGT auxquels se rattachent les immobilisations testées est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession, estimée généralement sur la base de multiples de résultats, et la valeur d'utilité, déterminée notamment sur la base de flux de trésorerie prévisionnels actualisés pour l'UGT ou le groupe d'UGT considéré.

Au 30 juin 2014, le Groupe a procédé à la revue des indicateurs de perte de valeur susceptibles d'entraîner une réduction de la valeur nette comptable des *goodwill* et marques à durée de vie indéfinie comptabilisés.

UGT et groupes d'UGT des Pôles Nutrition Médicale et Nutrition Infantile

Pour les UGT et groupes d'UGT des Pôles Nutrition Médicale et Nutrition Infantile, les indicateurs analysés font référence à des éléments externes, comme l'évolution du taux d'actualisation, la croissance du marché, l'évolution des parts de marché et à des éléments internes tels que l'estimation du résultat annuel et la performance à date par rapport au budget.

S'agissant de la marque *Dumex*, suite aux impacts de la fausse alerte émise par la société Fonterra sur certains ingrédients fournis au Groupe en Asie, le Groupe a mis en place des plans de redémarrage des ventes dans les pays concernés. A ce jour aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Toutefois, le Groupe reste attentif à la reprise de l'activité dans ces pays et notamment aux résultats des plans de relance.

Pour les UGT et groupes d'UGT des Pôles Nutrition Médicale et Nutrition Infantile, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2014.

UGT des Pôles Produits Laitiers Frais et Eaux

Pour les différentes UGT des Pôles Produits Laitiers Frais et Eaux, les indicateurs analysés incluent principalement des éléments internes tels que l'estimation du résultat annuel et la performance à date par rapport au budget de chaque UGT. Au 30 juin 2014, le Groupe n'a enregistré aucune perte de valeur sur ces UGT.

Note 11. Suivi des Titres mis en équivalence et Autres titres non consolidés

Titres mis en équivalence

Au 30 juin 2014, les Titres mis en équivalence s'élèvent à 1 855 millions d'euros (1 033 millions d'euros au 31 décembre 2013).

L'augmentation de 822 millions d'euros au cours du premier semestre 2014 provient essentiellement de la participation de Danone dans le groupe Mengniu (Produits Laitiers Frais – Chine) avec (i) la comptabilisation de la participation détenue au 31 décembre 2013 des Autres titres non consolidés vers les Titres mis en équivalence, et (ii) la prise de participation complémentaire réalisée au premier semestre 2014 (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés).

Les titres des sociétés mises en équivalence sont enregistrés au bilan consolidé à leur coût d'acquisition ajusté de la quote-part du Groupe dans les variations de l'actif net de la Société depuis son acquisition. Le Groupe procède à la revue de la juste valeur de ses titres mis en équivalence lorsque des événements et circonstances indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'être intervenue. Une perte de valeur est comptabilisée, lorsque la valeur recouvrable de la participation devient inférieure à sa valeur nette comptable, dans la rubrique Résultats des sociétés mises en équivalence. Cette perte de valeur peut être reprise si la valeur recouvrable excède à nouveau la valeur comptable.

Au cours du premier semestre 2014, aucune perte de valeur des titres mis en équivalence n'a été constatée.

Autres titres non consolidés

Les Autres titres non consolidés s'élèvent à 62 millions d'euros (313 millions d'euros au 31 décembre 2013).

La diminution de 251 millions d'euros au cours du premier semestre 2014 provient essentiellement de la comptabilisation de la participation de Danone dans le groupe Mengniu (Produits Laitiers Frais – Chine) détenue au 31 décembre 2013, des Autres titres non consolidés vers les Titres mis en équivalence (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés).

Note 12. Informations sur les variations des capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2014, les capitaux propres consolidés s'élèvent à 11 069 millions d'euros (10 729 millions d'euros au 31 décembre 2013), les capitaux propres consolidés en Part du Groupe s'élèvent à 11 036 millions d'euros (10 694 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les variations des capitaux propres en Part du Groupe et consolidés au cours du premier semestre 2013 et 2014 s'analysent de la façon suivante :

	2013		2014	
<i>(en millions d'euros)</i>	Part du Groupe	Consolidés	Part du Groupe	Consolidés
Au 1^{er} janvier	12 191	12 254	10 694	10 729
Résultat net de la période	972	1 045	608	666
Dividende distribué par la Société au titre de l'exercice précédent ^(a)	(850)	(848)	(851)	(851)
Augmentation de capital dans le cadre du paiement du dividende en actions ^(b)	-	-	544	544
Augmentation de capital dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise dont bénéficient les salariés des entités françaises	37	37	33	33
Augmentation de capital	37	37	578	578
Écarts de conversion	(528)	(548)	83	72
Opérations sur l'action DANONE	(479)	(479)	10	10
Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	(241)	(345)	73	22
Autres résultats enregistrés directement en capitaux propres	23	23	(153)	(153)
Contrepartie des charges relatives aux actions sous conditions de performance et aux options d'achat d'actions	11	11	8	8
Autres éléments	(4)	(4)	(11)	(11)
Réduction de capital par annulation d'actions DANONE	-	-	-	-
Au 30 juin	11 132	11 146	11 036	11 069

(a) Le dividende distribué par Danone au titre de l'exercice précédent d'un montant total de 851 millions d'euros a été versé en numéraire pour 307 millions d'euros (soit 299 millions d'euros hors soulte) et en actions nouvelles pour 544 millions d'euros.

(b) Voir Note 18 des Annexes aux comptes consolidés.

Note 13. Dettes financières courantes et non courantes et Dette nette

La composition des Dettes financières courantes et non courantes du Groupe au 30 juin 2014 et leur variation entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014 s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Mouvements de la période								Au 30 juin 2014
	Au 31 décembre 2013	Émission de financements obligataires ou augmentation nette des autres postes	Remboursement des financements obligataires ou diminution nette des autres postes	Passage à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	Nouvelles options de vente	Exercice ou échéance d'options de vente	Autres	
<i>Financements obligataires</i> ^{(a) (b)}	618	-	(618)	603	-	-	-	-	603
<i>Papier commercial</i> ^(b)	737	416	-	-	-	-	-	-	1 153
<i>Autres financements et autres dettes</i> ^{(a) (c)}	740	80	-	28	22	-	-	(21)	847
Financements ^(a)	2 095	496	(618)	632	22	-	-	(21)	2 604
Instruments dérivés - passifs ^{(a) (b)}	-	-	(5)	-	6	-	-	-	1
Financements et instruments dérivés - passifs ^(a)	2 095	496	(623)	632	27	-	-	(21)	2 605
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ^(a)	2 767	-	-	-	-	-	(40)	-	2 727
Dettes financières courantes	4 862	496	(623)	632	27	-	(40)	(21)	5 332
<i>Financements obligataires</i> ^{(b) (d)}	6 460	150	-	(603)	19	-	-	-	6 025
<i>Autres financements et autres dettes</i> ^{(c) (d)}	116	33	-	(28)	2	-	-	9	132
Financements ^(d)	6 576	183	-	(632)	21	-	-	9	6 157
Instruments dérivés - passifs ^{(b) (d)}	12	-	-	-	(10)	-	-	-	2
Financements et instruments dérivés - passifs ^(d)	6 588	183	-	(632)	12	-	-	9	6 159
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ^(d)	477	-	-	-	-	-	(106)	-	371
Dettes financières non courantes	7 065	183	-	(632)	12	-	(106)	9	6 530
Dettes financières	11 927	678	(623)	-	39	-	(146)	(12)	11 862

(a) Part à moins d'un an.

(b) Financements gérés au niveau de la Société.

(c) Financements bancaires des filiales et autres financements, dettes liées aux contrats de location financement.

(d) Part à plus d'un an.

Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle

Le Groupe a consenti à des tiers détenant des intérêts ne conférant pas le contrôle dans certaines sociétés consolidées, des options de vente sur tout ou partie de leur participation dans ces sociétés. Ces dettes financières ne portent pas intérêt. Les dettes financières relatives à ces options au 31 décembre 2013 et 30 juin 2014 s'analysent comme suit :

	Au 31 décembre	Au 30 juin	Date de début d'exercice	Référence de calcul de prix
<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2 014		
Danone Espagne	1 136	1 036	A tout moment ^(a)	Multiple d'une moyenne de résultats sur plusieurs exercices
Danone CIS	1 079	1 082	2014	Multiple de résultat
Autres - part non courante	140	135	Au-delà de 2014	
Autres - part courante	889	845	2014	
Autres ^(b)	1 029	980		
Total	3 244	3 098		
• Dont dettes financières non-courantes	477	371		
• Dont dettes financières courantes	2 767	2 727		

(a) Contractuellement, ces options sont exerçables à tout moment. Cependant, certains bénéficiaires ont conclu un avenant aux termes duquel ils acceptaient que le règlement du montant dû par Danone et le transfert de propriété soient différés d'un an (237 millions d'euros au 30 juin 2014).

(b) Plusieurs options de vente de montant individuel inférieur ou égal à 10 % du total des options de vente accordées par le Groupe à certains détenteurs d'intérêt ne conférant pas le contrôle.

La variation de (146) millions d'euros entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014 des dettes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2014
Au 1^{er} janvier	3 271	3 244
Nouvelles options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans le cadre des entrées de périmètre ^(a)	403	-
Valeur comptable des options exercées	(509)	(54)
Variations de valeur des options en cours	79	(92)
Au 31 décembre / 30 juin	3 244	3 098

(a) Valeur comptable au 31 décembre 2013.

Variation de dette nette

La dette nette du Groupe a augmenté de 712 millions d'euros entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014, pour s'établir à 8 678 millions d'euros.

La structure de dette nette au 30 juin et sa variation entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014 s'analysent comme suit :

	Au 31 décembre	Au 30 juin
<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2014
Dettes financières non courantes	7 065	6 530
Dettes financières courantes	4 862	5 332
Placements à court terme	(2 862)	(1 857)
Disponibilités	(969)	(1 217)
Instruments dérivés - actifs	(130)	(110)
Dettes nettes	7 966	8 678

Note 14. Dettes financières courantes et non courantes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne

Depuis 2012, des discussions portant sur les termes et conditions des options de vente détenues par les actionnaires minoritaires de Danone Espagne ont été initiées compte tenu notamment de la détérioration de la situation économique en Europe du Sud affectant significativement cette filiale.

Pour rappel, au cours du premier semestre 2013 le Groupe a racheté 1 642 618 actions de Danone Espagne auprès de plusieurs détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle (dont 1 550 315 actions par exercice d'options de vente par leurs bénéficiaires, le solde par rachat direct d'actions Danone Espagne à leurs détenteurs), portant ainsi sa participation de 65,6 % à 75,6 % dans la filiale. Ces acquisitions ont été effectuées par paiement d'un montant en numéraire de 108 millions d'euros et par remise de 6 715 266 actions DANONE autodétenues (soit 1,0 % du capital de Danone). Un nombre équivalent d'actions DANONE a été racheté par le Groupe sur les marchés, au cours du premier semestre, dans le cadre de son programme de rachat d'actions, et ce afin de compenser l'effet dilutif résultant de cette opération.

À la suite de ces rachats, le capital de Danone Espagne est réparti entre (i) le Groupe pour 75,6 %, (ii) les actionnaires titulaires d'options de vente pour 22,1 %, (iii) les actionnaires non titulaires d'options de vente pour 1,0 %, et (iv) l'autodétention par Danone Espagne pour 1,3 %.

Des minoritaires titulaires d'options de vente, représentant près de 15 % du capital de Danone Espagne, ont exercé leurs options. Le Groupe a contesté ces exercices et a invité les actionnaires concernés à poursuivre le processus de renégociation des termes et conditions de leurs options de vente. Au cours du premier semestre 2013, ces actionnaires minoritaires n'ont pas souhaité poursuivre le processus de discussion et ont entamé des procédures aux fins d'exécution de leurs options de vente devant un tribunal arbitral. Au 31 décembre 2013, la procédure devant le tribunal arbitral étant toujours en cours et en l'absence de nouveaux éléments, le prix de rachat demandé par ces minoritaires dans le cadre de ces procédures correspond à la valeur de ces options telle que comptabilisée dans les comptes à cette date.

Ainsi, dans les comptes consolidés du semestre clos le 30 juin 2014, les dettes financières relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne s'élèvent à 1 036 millions d'euros (1 136 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Du fait de ces rachats, exercices et procédures, le Groupe a décidé de maintenir le classement d'une partie des options de vente restantes (799 millions d'euros correspondant aux 15 % du capital mentionnés ci-avant) en dettes financières courantes dans les comptes consolidés du semestre clos le 30 juin 2014. Un montant de 237 millions d'euros reste comptabilisé en dettes financières non courantes, en raison du différé de paiement d'un an appliqué à ces options.

Note 15. Impôts

Au premier semestre 2014, le taux effectif d'imposition du Groupe s'élève à 30,7 % (29,0 % au premier semestre 2013 et 32,4 % sur l'exercice 2013). L'écart par rapport au taux normal d'imposition en France de 34,4 % au premier semestre 2014 s'analyse comme suit :

	Semestre clos le 30 juin	
(en pourcentage du résultat avant impôts)	2013	2014
Taux d'impôt en France	34,4%	34,4%
Différences entre les taux d'imposition étrangers et français ^(a)	(8,7)%	(8,6)%
Impôts sur dividendes et redevances ^(b)	5,3%	4,0%
Corrections d'impôt et impôts sans base ^(c)	0,4%	1,4%
Effet des plus et moins-values de cession	(1,4)%	0,1%
Autres effets	(1,0)%	(0,6)%
Taux effectif d'imposition	29,0%	30,7%

(a) Différents pays dont aucun, individuellement, ne génère une différence significative avec le taux d'imposition français.

(b) Comprend l'effet de la taxe sur les dividendes de 3 % ainsi que la quote-part de frais et charges et les retenues à la source sur dividendes et redevances.

(c) Correspond principalement à des corrections d'impôts, impôts sans base et variations nettes des provisions pour risques fiscaux partiellement compensés par l'impact favorable de changements de taux.

Note 16. Autres provisions et passifs non courants et Procédures judiciaires et d'arbitrage

Autres provisions et passifs non courants

Au 30 juin 2014, les Autres provisions et passifs non courants se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31	Mouvements de la période					Au 30 juin 2014
	décembre 2013	Dotation	Reprise	Reprise sans objet	Écarts de conversion	Autres	
Provisions pour restructurations	95	26	(38)	(6)	-	6	83
Autres provisions pour risques et charges	567	58	(23)	(17)	2	29	616
Subventions d'investissement	16	-	-	-	-	-	16
Total	678	85	(61)	(23)	2	34	715

Les Autres provisions et passifs non courants comprennent également la partie à moins d'un an car considérée comme non significative : elle s'élève à 59 millions d'euros au 30 juin 2014 (81 millions d'euros au 31 décembre 2013).

La variation des Autres provisions et passifs non courants au cours du premier semestre 2014 s'explique comme suit :

- les dotations proviennent notamment des procédures introduites contre la Société et ses filiales, dans le cadre de la marche normale de leurs affaires ;
- les reprises sont effectuées lors des paiements correspondants ou lorsque le risque est considéré comme éteint. Les reprises sans objet concernent principalement la réévaluation ou la prescription de certains risques notamment fiscaux ;
- les autres variations correspondent principalement à des reclassements et à des mouvements de périmètre.

Au 30 juin 2014, les Provisions pour restructurations comprennent les provisions relatives au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe et qui s'élèvent à 64 millions d'euros (voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés), et les Autres provisions pour risques et charges comprennent plusieurs provisions principalement pour risques juridiques, financiers et fiscaux ainsi que des provisions pour rémunération variable pluriannuelle accordée à certains salariés et constituées dans le cadre de la marche normale des affaires du Groupe.

À cette même date, le Groupe juge qu'il n'est pas soumis à des risques qui pourraient avoir individuellement un effet significatif sur sa situation financière et sa rentabilité.

Procédures judiciaires et d'arbitrage

À la suite de l'alerte du gouvernement néo-zélandais et de la société Fonterra le 2 août 2013, concernant une possible contamination bactériologique au Clostridium botulinum de lots d'ingrédients fournis par Fonterra à quatre usines de Danone en Asie-Pacifique, Danone travaille sur les recours d'indemnisation et a décidé de saisir la Haute Cour de Nouvelle-Zélande et a lancé une procédure d'arbitrage à Singapour afin de faire la lumière sur les faits et d'obtenir réparation pour le préjudice subi. La procédure est en cours.

De manière générale, des procédures ont été introduites contre la Société et ses filiales dans le cadre de la marche normale de leurs affaires. Des provisions sont constituées chaque fois que le paiement d'une indemnité semble probable et est quantifiable.

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage actuellement en cours, qui soit susceptible d'avoir, ou qui ait eu au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Note 17. Informations sur les flux de trésorerie consolidés

Les flux de trésorerie correspondent à des éléments du bilan consolidé. Cependant, ces flux peuvent différer des variations bilantielles, notamment en raison des règles (i) de traduction des opérations en devises autres que la devise fonctionnelle, (ii) de conversion des états financiers des sociétés de devise fonctionnelle autre que l'euro, et (iii) des variations de périmètre.

Trésorerie provenant de l'exploitation

Les flux de trésorerie relatifs (i) au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe (voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés), (ii) aux frais d'acquisition avec prise de contrôle effectivement versés au cours de l'exercice, et (iii) aux compléments de prix d'acquisition versés ultérieurement à une prise de contrôle sont présentés dans cette rubrique. Ils s'élèvent respectivement à (79) millions d'euros, (3) millions d'euros et 0 euro au premier semestre 2014.

Autres ressources (emplois) ayant un impact sur la trésorerie

Les Autres ressources (emplois) ayant un impact sur la trésorerie correspondent principalement au montant des intérêts courus au 31 décembre de l'exercice précédent et décaissés sur la période en cours. Le montant des intérêts courus au 31 décembre 2013 et décaissés sur le premier semestre 2014 s'élève à (83) millions d'euros ((29) millions d'euros au 31 décembre 2012 et décaissés sur l'exercice 2013).

Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie

Les Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre		Semestre clos le 30 juin	
	2013	2013	2013	2014
(Plus) ou moins-value de cession et dépréciation d'actifs industriels ^(a)	(8)	(58)	(2)	(2)
Dotations (reprises) de provisions et impôts différés	54	150	36	36
Charges liées aux actions sous conditions de performance et aux <i>stock-options</i>	19	12	10	10
Intérêts financiers courus	43	48	44	44
Autres ^(b)	61	11	28	28
Total	169	163	116	116

(a) Concernent les actifs corporels et incorporels opérationnels.

(b) Dont 62 millions d'euros de dépréciation d'une marque à durée de vie indéfinie au 31 décembre 2013.

Trésorerie provenant des opérations d'investissement

Au premier semestre 2014, les investissements industriels ont atteint 457 millions d'euros (454 millions d'euros au premier semestre 2013 et 1 039 millions d'euros sur l'exercice 2013) (représentant respectivement 4,4 %, 4,1 % et 4,9 % du chiffre d'affaires net consolidé).

Trésorerie provenant des opérations de financement

Dividendes versés aux actionnaires de Danone

Voir Note 12 et Note 18 des Annexes aux comptes consolidés.

Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle

Au premier semestre 2014, les transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle se décomposent essentiellement de la façon suivante :

- paiement de 62 millions d'euros relatif aux rachats d'intérêts ne conférant pas le contrôle (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- versement de dividendes pour 63 millions d'euros.

Financements obligataires émis ou souscrits au cours du premier semestre

Voir Note 13 des Annexes aux comptes consolidés.

Note 18. Paiement du dividende 2013 avec option de paiement en actions

L'Assemblée Générale, réunie le 29 avril 2014 à Paris, a approuvé le dividende proposé au titre de l'exercice 2013, soit 1,45 euro par action, et a décidé que chaque actionnaire pourrait choisir de recevoir le paiement du dividende en numéraire ou en actions DANONE.

La période d'option était ouverte du mercredi 7 mai 2014 au mercredi 21 mai 2014 inclus. A la clôture de cette période, 65,23% des droits ont été exercés en faveur du paiement du dividende 2013 en actions.

Pour les besoins du paiement du dividende en actions, 11 932 014 actions nouvelles ont été émises, représentant 1,89% du capital de Danone sur la base du capital au 30 avril 2014. Pour mémoire, le prix d'émission des actions nouvelles qui ont été remises en paiement du dividende est de 45,62 euros. Il correspond à 90% de la moyenne des premiers cours cotés sur Euronext lors des 20 séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant du dividende, et arrondi au centime d'euro supérieur.

Le règlement livraison des actions et leur admission aux négociations sur Euronext sont intervenus le 3 juin 2014. Ces actions porteront jouissance au 1^{er} janvier 2014 et seront entièrement assimilées aux actions déjà admises.

Le dividende global en numéraire à verser aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions s'élève à 299 millions d'euros hors soulte (voir Note 17 des Annexes aux comptes consolidés).

Note 19. Plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe

Depuis 2010, la dégradation durable de la conjoncture économique et des tendances de consommation en Europe a entraîné une baisse significative des ventes dans cette partie du monde. Malgré les signes d'un redressement progressif des volumes, le Pôle Produits Laitiers Frais en Europe a vu son activité globale diminuer et fait face à des situations de surcapacité locale.

Danone a annoncé, le 13 décembre 2012, son intention de lancer un plan d'économies et d'adaptation de ses organisations pour regagner de la compétitivité face à la dégradation durable de la conjoncture économique et des tendances de consommation en Europe. Le 19 février 2013, Danone a présenté le volet organisationnel de son plan européen d'économies et d'adaptation de ses organisations.

En plus de ce volet organisationnel, pour faire face à certaines situations de surcapacité locale, Danone a annoncé, le 11 juin 2014, le projet de fermeture des sites de Casale Cremasco en Italie, Hagenow en Allemagne et Budapest en Hongrie ; ces trois pays sont plus particulièrement impactés par la baisse des ventes. Le projet de fermeture de ces trois usines et la réallocation progressive des volumes en Belgique, en Pologne, en Allemagne et en France devraient permettre au Pôle Produits Laitiers Frais d'améliorer l'utilisation de son dispositif industriel et sa compétitivité en Europe.

Les charges relatives à ces différents volets du plan concernent principalement (i) les coûts des mesures visant les salariés (mesures de mobilité interne, de départs et mesures d'accompagnement), (ii) des coûts de dépréciation d'actifs corporels et incorporels, et (iii) des autres coûts de réorganisation (notamment des arrêts anticipés de contrats et des coûts de consultants). S'agissant d'une restructuration stratégique, ces coûts directement liés à ce plan sont comptabilisés dans la rubrique des Autres produits et charges opérationnels. Les coûts comptabilisés sont les coûts payés, encourus ou provisionnés. Concernant les provisions, le Groupe a procédé à sa meilleure estimation, à la date de clôture, des coûts engendrés par ces mesures, compte tenu des éléments alors en sa possession.

Les flux de trésorerie relatifs aux initiatives prises par le Groupe dans le cadre de ce plan sont présentés en Trésorerie provenant de l'exploitation du Tableau des flux de trésorerie consolidés.

Les coûts et les flux de trésorerie relatifs à ce plan pour les semestres clos le 30 juin 2013 et 2014 et de l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
	2013	2013	2014
Coûts			
Mesures visant les salariés	185	204	57
Dépréciation d'actifs corporels et incorporels	30	6	13
Autres coûts de réorganisation	65	23	29
Total ^{(a) (b)}	280	233	98
Flux de trésorerie nets d'impôts ^(c)	121	39	79

(a) Dont 62 millions d'euros de provisions au 31 décembre 2013, 174 millions d'euros au 30 juin 2013 et 64 millions d'euros au 30 juin 2014.

(b) Dont 46 millions d'euros au 30 juin 2014, sur l'ensemble de ces coûts, concernent le projet de fermeture des sites de Casale Cremasco en Italie, Hagenow en Allemagne et Budapest en Hongrie.

(c) Incluant une économie d'impôt calculée sur la base du taux d'impôt en vigueur dans les pays concernés.

Note 20. Transactions avec les parties liées

Les principales parties liées sont les entreprises associées, les membres du Comité Exécutif et les membres du Conseil d'Administration.

Au premier semestre 2014, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2013 (voir Note 34 des Annexes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013).

L'Assemblée Générale du 29 avril 2014 a autorisé le Conseil d'Administration à attribuer en 2014 des actions sous conditions de performance (Group performance shares) aux salariés du Groupe (dont le Comité Exécutif) et aux mandataires sociaux de la Société. Au cours du premier semestre 2014, aucune action sous conditions de performance n'a été attribuée. L'attribution d'actions sous conditions de performance au titre de l'autorisation donnée en 2014 est soumise à l'approbation du Conseil d'Administration du 24 juillet 2014.

Note 21. Évènements postérieurs à la clôture

Le 18 juillet 2014, Danone et Brookside ont annoncé avoir signé un accord permettant à Danone d'acquérir 40% du capital de la holding de Brookside. Avec un chiffre d'affaires 2013 d'environ 130 millions d'euros, Brookside est le leader des Produits Laitiers en Afrique de l'Est. Fondé au Kenya en 1993, Brookside exploite un circuit de distribution unique permettant un accès quotidien à 200 000 points de vente. La société gère le plus large réseau de collecte de lait en Afrique de l'Est, fédérant près de 140 000 éleveurs dans la région. L'association du savoir-faire international de Danone dans la catégorie des Produits Laitiers Frais à l'expertise régionale et la force du réseau de Brookside permettra d'accélérer la croissance de l'entreprise kenyane en élargissant son portefeuille de produits et en renforçant sa présence géographique dans les principaux marchés de la région Afrique de l'Est, dont l'Ouganda et la Tanzanie.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres évènements postérieurs à la clôture significatifs à la date d'arrêté des comptes consolidés semestriels 2014 par le Conseil d'Administration du 24 juillet 2014.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Danone, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 24 juillet 2014

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Ernst & Young et Autres

Anik CHAUMARTIN

Philippe VOGT

Gilles COHEN

Pierre-Henri PAGNON

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

“Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Danone et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.”

Paris, le 24 juillet 2014

Le Président Directeur Général,

Franck RIBOUD

Danone – 15, rue du Helder – 75439 Paris Cedex 09

Accueil : 17, boulevard Haussmann – 75009 Paris – Tél. +33 (0)1 44 35 20 20

Direction des Relations Investisseurs et Relations Actionnaires – Tél. + 33 (0)1 44 35 20 76

Numéro Vert Actionnaires : 0 800 320 323 (appel gratuit en France métropolitaine depuis un poste fixe)

Informations financières : www.finance.danone.fr et www.danone.fr